

Paris Forum

7 Mai 2019

F RUM DE PARIS

Une dette soutenable pour une croissance durable

Ministère de l'Économie
et des Finances

Centre de Conférences
Pierre Mendès France

DOSSIER
DE PRESSE

#ParisForum

“Nous œuvrons ensemble à l’amélioration de la transparence en matière de dette et à la promotion de pratiques financières soutenables pour les débiteurs et les créanciers, publics et privés, ainsi qu’au renforcement de la coordination entre les créanciers dans les situations de restructuration de la dette, sur la base des instances déjà en place.”

Communiqué de la trente-neuvième
réunion du CMFI, Avril 2019

Présentation de la conférence de haut niveau du Forum de Paris

p.3

Programme de la conférence

p.5

Participants à la conférence de haut niveau du Forum de Paris

p.7

Session de travail #1 – Réduire les vulnérabilités liées aux trajectoires d'endettement dans les pays en développement

p.10

Session de travail #2 – Assurer un financement soutenable et équitable des infrastructures

p.14

Session de travail #3 – Préserver la soutenabilité de la dette dans des conditions financières moins favorables

p.18

Présentation de la conférence de haut niveau du Forum de Paris

1. Présentation de la Conférence

L'augmentation de l'endettement au niveau mondial, notamment dans les pays en développement, constitue une source de préoccupation croissante pour la communauté internationale. De nombreux pays en développement ont d'importants besoins de financement, notamment pour leurs projets d'infrastructures. Un réel défi est d'assurer que ces financements sont octroyés dans de bonnes conditions. Cela signifie, d'une part, des financements qui soutiennent le développement et la croissance, sans pour autant conduire à une dette publique excessive ; et d'autre part, des règles du jeu équitables, afin que les entreprises qui le souhaitent puissent investir sur un pied d'égalité, et que les investissements génèrent de la croissance. Ces enjeux sont considérables : il s'agit d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030, avec des investissements de plusieurs centaines de milliards d'euros.

Aujourd'hui, trop souvent, ces conditions ne sont pas remplies. C'est la raison pour laquelle le Forum de Paris organise le 7 mai 2019, avec le soutien de la présidence japonaise du G20, une conférence de haut niveau sur les moyens de garantir un financement soutenable du développement.

Cette conférence sera une occasion unique pour les participants de développer une compréhension commune des enjeux soulevés par les vulnérabilités croissantes de la dette et de formuler des recommandations en faveur d'un financement soutenable du développement. La conférence réunira une soixantaine de décideurs internationaux qui débattront des meilleurs moyens de répondre aux besoins de financement de ces pays et de la manière d'atteindre les objectifs de développement durable, tout en maintenant la dette sur une trajectoire soutenable, en garantissant des règles du jeu équitables entre tous les acteurs.

Les résultats de cette conférence de haut niveau alimenteront la réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales du G20 qui se tiendra à Fukuoka les 8 et 9 juin 2019, ainsi que le programme commun du FMI et de la Banque mondiale sur les vulnérabilités de la dette.

2. Présentation du Forum de Paris et du Club de Paris

Le Forum de Paris est une structure informelle réunissant des pays prêteurs et emprunteurs disposés à débattre ensemble des défis liés aux problèmes de dette souveraine. Complément essentiel du Club de Paris, il vise à développer une compréhension commune des risques et à identifier des pistes d'action pour mieux prévenir les crises de dette souveraine. Le rôle du Forum de Paris a été reconnu par les Nations Unies dans le programme d'action d'Addis-Abeba en 2015.

Quelques événements récents du Forum de Paris

- **Octobre 2018:** Atelier de travail sur les coûts et avantages de la dette souveraine collatéralisée, Indonésie
- **Juin 2018:** Répondre aux vulnérabilités de la dette en améliorant la transparence, conférence annuelle du Forum de Paris, France
- **Avril 2018:** Conférence régionale sur la résilience financière et la gestion de la dette, Saint Christophe et Nièves
- **Décembre 2017:** Conférence régionale sur les financements soutenable et la gestion de la dette, Namibie
- **Novembre 2017:** Nouvelles tendances dans le paysage de la dette, Conférence annuelle du Forum de Paris, France

Le Club de Paris est un groupe informel de vingt-deux créanciers publics¹ dont le rôle est de trouver des solutions coordonnées et durables aux difficultés de paiement des pays emprunteurs. Il joue un rôle central dans le système financier international. Il possède une expérience unique, avec la réalisation depuis 1956, de 433 négociations couronnées de succès avec 90 pays emprunteurs, représentant plus de 583 milliards de dollars US de dette traitée.

Le Club de Paris s'est élargi en 2014 à Israël et en 2016 au Brésil et à la Corée du Sud. Au cours de ces dernières années, le Club a approfondi ses relations de travail avec la Chine et l'Afrique du Sud et a récemment commencé à travailler avec l'Inde.

Au-delà de ses vingt-deux-membres, le Club est une plateforme de coordination pour les créanciers publics souhaitant adopter une approche coordonnée, en coopération étroite avec le FMI et la Banque mondiale. A ce jour, 35 % des accords du Club de Paris ont été conclus avec des créanciers officiels qui ne faisaient pas partie du Club au moment de la restructuration.

Les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 ont reconnu à deux reprises le Club de Paris comme « le principal forum international pour la restructuration de la dette bilatérale officielle » et ont exprimé leur soutien aux « efforts continus du Club de Paris pour l'inclusion plus large des créanciers émergents »².

En savoir plus : www.clubdeparis.org

¹ Les membres permanents du Club de Paris sont: l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, le Canada, la Corée du Sud, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la Finlande, la France, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Russie, la Suède et la Suisse.

² G20 Leaders communiqués, September 2016 and December 2018.

Programme de la conférence

Les sessions plénières du matin (8h30-9h45) et celle de l'après-midi (14h15-16h15) seront ouvertes à la presse et retransmises en live à l'adresse suivante : <http://bit.ly/parisforum2019>

Les autres séquences de la conférence ne seront pas ouvertes à la presse.

8h30 – 8h40	Discours d'ouverture de Bruno Le Maire, Ministre de l'Economie et des Finances
8h40 – 8h50	Propos liminaires de Taro Aso, Vice Premier Ministre et Ministre des Finances du Japon
8h50 – 9h05	Intervention de Christine Lagarde, Directrice générale du Fonds monétaire international
9h05 – 9h15	Photo de famille
9h15 – 9h45	Discussion autour d'un panel d'intervenants – Pour un financement vertueux du développement <i>Le panel sera composé de Ministres des Finances, d'un représentant de haut niveau du secteur privé ainsi que d'Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE. Le panel sera modéré par le chef du bureau parisien du Financial Times.</i>
9h45 -10h15	Pause-café
10h15 – 12h15	Sessions de travail parallèles restreintes (non ouvertes à la presse) <ul style="list-style-type: none">• Réduire les vulnérabilités liées aux trajectoires d'endettement dans les pays en développement• Assurer un financement soutenable et équitable des infrastructures• Préserver la soutenabilité de la dette dans des conditions financières moins favorables

- 12h45 – 14h15** **Déjeuner – Intervention de David Malpass, Président de la Banque Mondiale (non ouvert à la presse)**
- 14h15 – 16h** **Session plénière**
Avant que la discussion présidée par Bruno Le Maire ne s'ouvre entre tous les participants de la conférence, les rapporteurs des sessions restreintes restitueront brièvement les travaux du matin, suivis par plusieurs intervenants de haut niveau.
- 16h – 16h15** **Conclusion de Bruno Le Maire, Ministre de l'Economie et des Finances**

Participants à la conférence de haut niveau du Forum de Paris

La conférence de haut niveau réunira 45 pays, dont 32 seront représentés par leur ministre ou gouverneur de banque centrale, ainsi que des organisations internationales et des représentants de haut niveau du secteur privé, de la société civile et du monde universitaire.

Participants confirmés au 30 avril 2019

- Organisations internationales -

BAD	Charles Boamah, Vice-Président principal
BAsD	Ayumi Konishi, Conseiller spécial principal auprès du Président
BM	David Malpass, Président
BRI	Luiz Pereira Da Silva, Directeur général adjoint
CNUCED	Mukhisa Kituyi, Secrétaire général
FMI	Christine Lagarde, Directrice générale
	Lesetja Kganyago, Président du comité monétaire et financier international
OCDE	Angel Gurría, Secrétaire général

- Pays -

Afrique du Sud	Lesetja Kganyago, Gouverneur, Banque centrale d'Afrique du Sud
Allemagne	Olaf Scholz, Ministre des Finances
Angola	Vera Esperança dos Santos Daves, Secrétaire d'Etat aux Finances et au Trésor
Arabie Saoudite	Mohammed Al Jadaan, Ministre des Finances
Argentine	Laura Jaitman, Suppléante G20 du Ministre, Trésor
Australie	Lisa Elliston, Cheffe du Département de la politique internationale et des engagements, Trésor
Autriche	Harald Waiglein, Directeur général de la politique économique, des marchés financiers et des douanes, Ministère des Finances
Bénin	Romuald Wadagni, Ministre de l'Economie et des Finances
Bésil	Carlos Pio, Secrétaire exécutif, Conseil du commerce international et des investissements, Ministère de l'Economie
Burkina Faso	Lassané Kabore, Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement

Cambodge	Pornmoniroth Aun, Vice Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Finances
Cameroun	Louis-Paul Motaze, Ministre des Finances
Canada	Bill Morneau, Ministre des Finances
Chine	Jiayi Zou, Vice-Ministre des Finances Yulu Chen, Sous-Gouverneur de la People's Bank of China
Com. européenne	Elena Flores, Directrice Relations économiques et financières internationales, gouvernance globale, DG ECFIN
Congo (Rép. du)	Calixte Nganongo, Ministre des Finances et du Budget
Conseil de l'UE	Eugen Orlando Teodorovici, Présidence
Côte d'Ivoire	Adama Koné, Ministre de l'Economie et des Finances
Danemark	Carsten Staur, Ambassadeur, Représentant Permanent auprès de l'OCDE
Emirats Arabes Unis	Obaid Humaid Al Tayer, Ministre des Finances
Espagne	Ana de la Cueva, Secrétaire d'Etat pour les Affaires Economiques et le Soutien aux Entreprises
Etats-Unis	Justin Muzinich, Secrétaire adjoint au Trésor
Ethiopie	Ahmed Shide, Ministre des Finances et de la Coopération Economique
Finlande	Tuomas Saarenheimo, Sous-Secrétaire Permanent, Ministère des Finances
France	Bruno Le Maire, Ministre de l'Economie et des Finances François Villeroy de Galhau, Gouverneur, Banque de France
Gabon	Jean-Marie Ogandaga, Ministre de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du Développement
Inde	C.S. Mohapatra, Secrétaire Adjoint au Département des Affaires Economiques
Indonésie	Perry Warjiyo, Gouverneur, Banque centrale d'Indonésie
Irlande	Des O'Leary, Officier principal, Ministère des Finances
Italie	Giovanni Tria, Ministre de l'Economie et des Finances
Japon	Taro Aso, Vice Premier Ministre et Ministre des Finances
Koweït	Nayef Falah Al-Hajraf, Ministre des Finances
Mali	Boubou Cissé, Ministre de l'Economie et des Finances
Maroc	Zouhair Chorfi, Secrétaire général du Ministère de l'Economie et des Finances
Norvège	Siv Jensen, Ministre des Finances
Pays-Bas	Menno Snel, Secrétaire d'Etat aux Finances
Philippines	Maria Edita Tan, Secrétaire adjoint du Groupe Finance Internationale
République de Corée	Hyoung Ryoul Lee, Directeur, Ministère de l'Economie et des Finances
Royaume-Uni	Philip Hammond, Chancelier de l'Echiquier
Russie	Pasha Sadykhov, Département de la dette publique et des actifs financiers souverains, Ministère des Finances
Sénégal	Abdoulaye Daouda Diallo, Ministre des Finances et du Budget
Sri Lanka	D.L Nihal Surintendant adjoint au département de la dette publique, Banque centrale
Suède	Magdalena Andersson, Ministre des Finances
Suisse	Regula Hofer, Conseillère, Secrétariat d'Etat pour les affaires économiques
Ukraine	Oksana Markarova, Ministre des Finances
Zimbabwe	Mthuli Ncube, Ministre des Finances et du Développement économique

- Universitaires / Think Tank -

Ahmed Masood
Collier Paul
Gelper Anna
Vallée Shahin
Wyplosz Charles

Président, Center for Global Development
 Professeur d'Economie et de politiques publiques, Université d'Oxford
 Professeur, Université de Georgetown
 Economiste, London School of Economics, European Institute
 Professeur honoraire, The Graduate Institute Geneva

- Secteur privé -

BNP Paribas
BlackRock
Crédit Suisse
HSBC
UBS Group AG

Jean Lemierre, Président du Conseil d'administration
 George Osborne, Conseiller Senior
 Tidjane Thiam, Directeur général
 James Emmett, Directeur général Europe
 Axel Weber, Président du Conseil d'administration

- Organisations Non Gouvernementales -

Eurodad
Jubilee Debt UK
ONE
Oxfam

Bodo Ellmers, Responsable des politiques
 Tim Jones, Responsable des politiques
 Tim Cole, Directeur général, Europe
 Cecile Duflot, Directrice générale, France

Acronymes

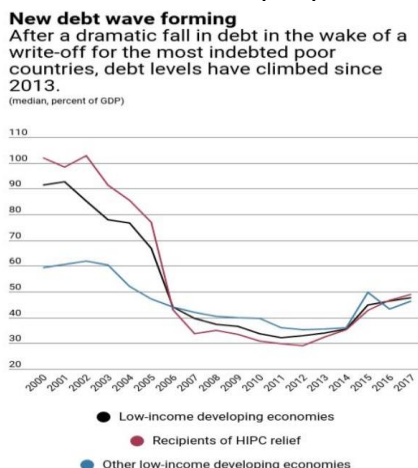
BAD: Banque africaine de développement
 BAsD: Banque asiatique de développement
 BM : Banque mondiale
 BRI: Banque des règlements internationaux
 CNUCED: Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
 FMI : Fonds monétaire international
 OCDE: Organisation de coopération et de développement économiques

Session de travail #1 – Réduire les vulnérabilités liées aux trajectoires d'endettement dans les pays en développement

1. Que nous disent les statistiques ?

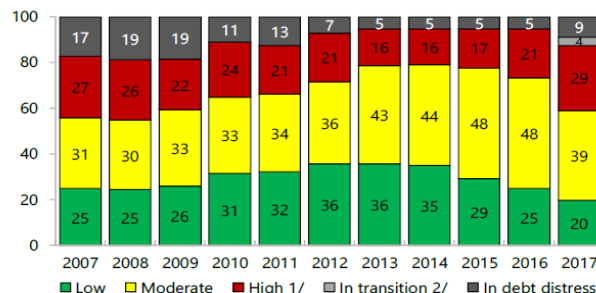
Les vulnérabilités liées à la dette ont considérablement augmenté dans les pays en développement à faible revenu (PFR). Cette tendance est particulièrement inquiétante dans les pays qui, tout en ayant bénéficié au début des années 2000 de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale, ont vu leur dette se creuser pour passer de 30 % en 2012 à près de 50 % en 2017 (voir graphique 1). En particulier, dans les pays ayant bénéficié de l'initiative PPTE qui connaissent aujourd'hui des problèmes d'endettement, le niveau moyen de la dette publique a augmenté, de 45 % du PIB en 2007 à 72 % du PIB en 2016. L'accumulation de la dette peut s'expliquer en partie par le financement de projets pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 et par une faible résilience aux chocs externes tels que la baisse des prix des matières premières. En conséquence, selon le FMI et la Banque mondiale, la part que représentent les pays en développement à faible revenu surendettés ou faisant face à un risque élevé de surendettement a augmenté, passant de 21 % en 2013 à environ 40 % en 2017 (voir graphique 2).

Graphique 1



Graphique 2

Figure 33. Evolution of Risk of Debt Distress
 (in percent of PRGT-Eligible LIDCs with DSAs)



Source: LIC DSA database.

1/ Ethiopia was assessed as high risk in its latest DSA, which was approved in Jan., 2018.

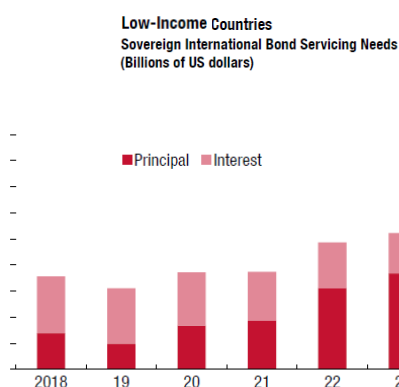
2/ In transition countries are not yet formally rated in the DSA, but moving towards distress.

Note des graphiques 1 et 2 : les pays en développement à faible revenu sont confrontés à des problèmes d'endettement malgré un allègement sensible de leur dette. Selon le FMI et la Banque mondiale, « à ce jour, des réductions de la dette au titre de l'initiative PPTE ont été approuvées en faveur de 36 pays, dont 30 en Afrique, assurant un allègement de 76 milliards de dollars du service de leur dette au fil des ans » ; Note du graphique 2 : DSA – Debt Sustainability Analysis (analyse du degré d'endettement tolérable) ; PRGT - Poverty Reduction and Growth Trust (fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance).

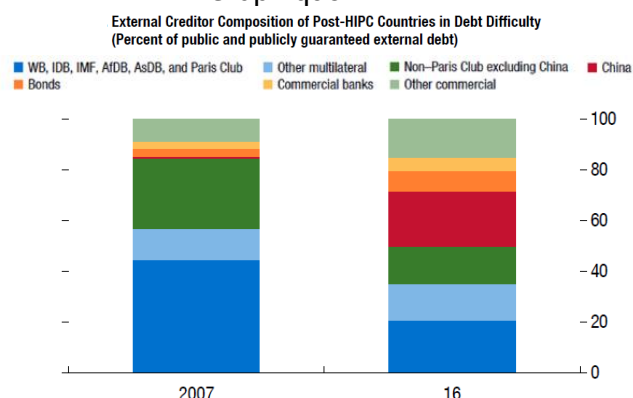
Sources : Managing Debt Vulnerabilities in Low-Income and Developing Countries, blog du FMI, mars 2018 ; Macroeconomic Development in LIC, FMI, mars 2018 ; Banque mondiale

L'un des principaux facteurs explicatifs de cette tendance est l'évolution notable de la structure de la dette publique. Dans les pays ayant bénéficié de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés et de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale, et qui connaissent aujourd'hui des problèmes d'endettement, les prêts concessionnels³ ont cédé la place aux prêts non concessionnels. La part de dette publique détenue par des créanciers commerciaux est passée de 5 % du PIB en 2007 à 15 % du PIB en 2016, faisant craindre des difficultés de refinancement et des besoins élevés pour assurer le service de la dette obligataire au cours des années à venir (voir graphique 3). En outre, dans les pays ayant bénéficié de l'initiative PPTe et qui connaissent aujourd'hui des problèmes d'endettement, la part de dette publique externe détenue par des créanciers souverains qui ne sont pas membres du Club de Paris⁴ a augmenté, de 9 % du PIB en 2007 à 19 % en 2016, selon le FMI (voir graphique 4). Les accords financiers ont également gagné en complexité, en particulier en raison de l'accroissement de la dette souveraine garantie⁵, qui pourrait rendre la résolution des crises de dette plus compliquée.

Graphique 3



Graphique 4



Note du graphique 3 : les pays émetteurs de dette au cours des dix dernières années devront faire face à des besoins de refinancement importants dans les années à venir, qui seront difficiles à satisfaire dans un contexte de durcissement progressif des conditions financières mondiales. Sources : Rapport sur la stabilité financière dans le monde, FMI, avril 2018 et octobre 2017 ; Banque mondiale.

³ Il s'agit de prêts accordés à des conditions nettement plus favorables que ceux accordés aux conditions du marché. La concessionnalité se traduit par des taux d'intérêt inférieurs aux taux du marché ou par l'octroi de délais de grâce, ou par une combinaison des deux. Les délais de grâce octroyés dans le cadre de prêts concessionnels sont généralement longs.

⁴ Sont membres permanents du Club de Paris les pays suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Corée du Sud, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Irlande, Israël, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

⁵ Obligations et prêts garantis par un actif existant ou un flux de revenu futur détenu ou perçu par l'État. La garantie permet aux débiteurs de lever de nouveaux financements même dans un contexte de durcissement des conditions financières, ce qui soulève des questions en matière de soutenabilité de la dette, de transparence et de coordination entre créanciers.

2. Quelle voie suivre à présent ?

- ✓ Aider les PFR à améliorer la transparence de leur dette et la gestion de leurs finances publiques

Comme l'ont montré des cas récents de dette non divulguée⁶, le manque de transparence peut entraver le développement à long terme. Il est essentiel d'apporter une assistance technique en vue d'améliorer la transparence de la dette et la gestion des finances publiques. Dans certains pays, les problèmes d'endettement ont trouvé leur origine dans des engagements financiers cachés, la plupart du temps des engagements hors bilan. Ces dettes cachées, une fois portées à la connaissance de la communauté financière internationale, entraînent une perte de confiance et ont une grande incidence sur les entrées de capitaux étrangers, qui se tarissent. Il est primordial d'encourager les réformes et le renforcement des capacités pour aider les pays en développement à accroître la transparence de leur dette.

En juin 2018, le FMI et la Banque mondiale ont présenté à leurs conseils d'administration respectifs et au G20 une stratégie multidimensionnelle de réduction des vulnérabilités liées à la dette. L'objectif de cette stratégie est d'améliorer la production de données statistiques sur la dette, d'accroître la transparence de la dette et d'en optimiser la gestion au moyen, notamment, d'une assistance technique plus étendue en matière d'enregistrement, de suivi et de communication de données statistiques. Le renforcement des capacités permettra aux autorités nationales d'avoir une vision exhaustive de leurs obligations financières, en particulier de celles liées à la dette garantie par l'État. Les participants feront le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie multidimensionnelle du FMI et de la Banque mondiale. Ils auront également un échange de points de vue sur la dette garantie par l'État afin de mieux appréhender les questions qui y sont liées, dont il est tout aussi important de tenir compte pour favoriser la transparence et évaluer la soutenabilité de la dette.

⁶ La dette cachée désigne les obligations financières qui n'apparaissent pas dans les comptes publics et dont les institutions financières internationales ne sont pas informées.

✓ **Appliquer des pratiques de financement équitables, transparentes et soutenables**

Les créanciers, publics comme privés, ont un rôle central à jouer pour parvenir à l'application de pratiques de financement transparentes et soutenables, qui empêchent les pays débiteurs d'emprunter excessivement tout en instaurant des conditions de concurrence équitables entre tous les prêteurs et investisseurs. Sur la base des travaux du Forum de Paris et du groupe de travail du G20 sur l'architecture financière internationale, le G20 a adopté en 2017 des Principes Opérationnels du Financement Soutenable (*G20 Operational Guidelines for Sustainable Financing*⁷) destinées à promouvoir un financement adéquat, transparent et cohérent, tout en renforçant la coordination et en favorisant la résilience financière. Il est essentiel que ces principes soient rapidement mises en œuvre pour parvenir à un financement soutenable du développement. Au début de l'année 2019, le G20 a commencé un exercice d'auto-évaluation qui contribuera à dégager les meilleures pratiques en matière de financement. Parallèlement aux initiatives des créanciers publics, le secteur privé a lancé en 2018 un projet visant à l'adoption d'une série de principes non contraignants en faveur de la transparence de la dette.

La reconnaissance et l'application de ces principes par les investisseurs privés revêt également une grande importance. Les participants débattront de la mise en œuvre des Principes Opérationnels du Financement Soutenable du G20 ainsi que du projet initié par le secteur privé.

✓ **Améliorer la coordination entre les créanciers**

Compte tenu de la complexification du paysage de la dette souveraine, il est important d'améliorer la coordination des créanciers pour que les restructurations de dette soient ordonnées et interviennent au moment opportun. L'accueil de nouveaux membres au sein du Club de Paris renforcera l'architecture financière internationale et facilitera la résolution des problèmes d'endettement en cas de crise. Le Club de Paris s'est élargi à Israël en 2014 et au Brésil ainsi qu'à la Corée du Sud en 2016, et il a approfondi sa collaboration avec la Chine et l'Afrique du Sud. L'Inde a décidé tout récemment d'engager elle aussi une coopération avec le Club de Paris. Pour ce qui est du secteur privé, la coordination entre créanciers devrait être renforcée par l'inclusion, à chaque émission obligataire, de clauses d'action collective renforcées et de clauses de pari passu modifiées, comme le recommande le FMI depuis 2014. Ces clauses apportent aux emprunteurs souverains une protection contre les créanciers procéduriers refusant de négocier une restructuration. Les participants émettront des recommandations quant à la manière de renforcer la coordination des créanciers publics et privés.

⁷ https://www.bundesfinanzministerium.de/Web/DE/Themen/Internationales_Finanzmarkt/G7-G20/G7-G20.html?__blob=publicationFile&v=2

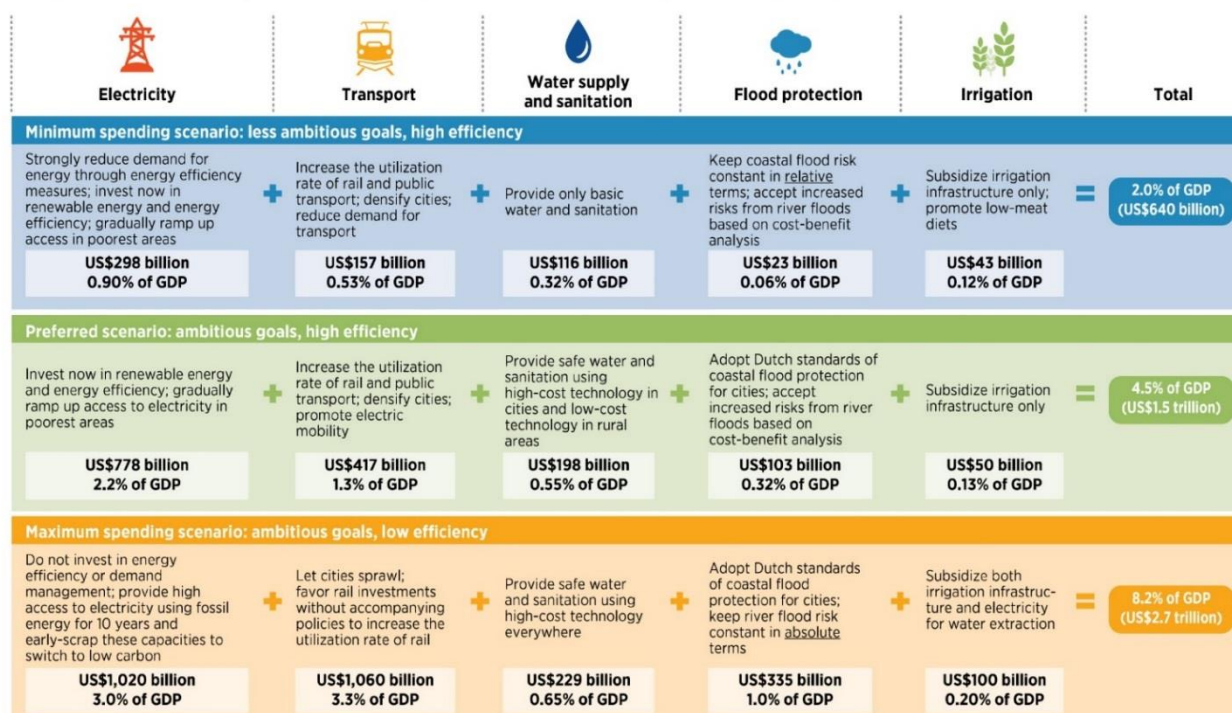
Session de travail #2 – Assurer un financement soutenable et équitable des infrastructures

1. Que nous disent les statistiques ?

Comblant le déficit de financement des infrastructures est un enjeu majeur pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD). D'après la Banque mondiale, « les besoins de financement pourraient s'échelonner entre 2 et 8 pour cent du PIB par an à l'horizon 2030 », en fonction des « objectifs en termes de services et des choix politiques des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire » (voir graphique 1). Les besoins de financement sont particulièrement importants dans les pays en développement à faible revenu : selon le FMI, « des dépenses à hauteur de 500 milliards de dollars américains seront nécessaires d'ici à 2030 pour atteindre les ODD ».

Graphique 1

FIGURE O.1 The cost for infrastructure investments ranges from 2 percent to 8 percent of GDP per year in low- and middle-income countries
Average annual cost to develop infrastructure for the preferred scenario and full range of results, by sector, 2015-30



Source: "Beyond the Gap: How Countries Can Afford the Infrastructure They Need while Protecting the Planet," Sustainable Infrastructure Series, World Bank, 2019

Pour autant, l'accumulation de dette n'a pas toujours servi à financer des investissements productifs, freinant ainsi la réalisation des objectifs de développement durable. Selon le FMI, entre 2010 et 2014, moins d'un tiers de la hausse des déficits budgétaires dans les pays à faible revenu pouvait être attribuée à l'accroissement des investissements publics.

En outre, la complexité des instruments utilisés pour financer l'investissement peut générer des engagements hors bilan (partenariats public-privé, dette garantie par l'État⁸, etc.) susceptibles de compromettre la viabilité de la dette s'ils ne sont pas correctement évalués. Outre son impact négatif sur le développement à long terme, l'opacité des financements peut également encourager la corruption et avoir des effets délétères sur la viabilité de la dette. Par ailleurs, les dépenses d'infrastructure, qui sont principalement financées par des engagements financiers d'organisations parapubliques bénéficiant de garanties de l'État, pèsent sur les ratios d'endettement lorsque les engagements financiers contingents se concrétisent.

2. Quelle voie suivre à présent ?

- ✓ **Adopter des règles d'investissement équitables au niveau international pour améliorer la qualité des projets d'infrastructure**

Des enceintes telles que le FMI, la Banque mondiale, le G20 et l'OCDE ont défini, ou s'efforcent de définir, des normes et des règles applicables aux pratiques de financement internationales. Il est nécessaire d'établir des règles communes pour éviter que la concurrence entre les acteurs du développement ne provoque un « nivellement par le bas » et pour favoriser un développement solide et durable grâce à des infrastructures de qualité. Des règles communes sont également essentielles pour garantir une convergence vers des normes élevées sur des sujets tels que la viabilité de la dette, les normes environnementales, sociales et de gouvernance, les politiques de prix cohérentes, et les politiques en matière de transparence et de lutte contre la corruption. En outre, la définition d'un ensemble complet de lignes directrices sur les crédits commerciaux⁹ permettrait de créer des conditions de concurrence équitables entre tous les investisseurs internationaux, ce qui bénéficierait aux pays en développement en accroissant la qualité des investissements et leur conformité aux règles sociales et environnementales. Ce travail est actuellement en cours au sein du Groupe de travail international sur les crédits à l'exportation.

⁸ Obligations et prêts garantis par un actif existant ou un flux de revenu futur détenu ou perçu par l'État.

⁹ [http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=tad/ecq\(2018\)4&doclanguage=en](http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=tad/ecq(2018)4&doclanguage=en)

S'agissant du G20, ses membres ont travaillé ces dernières années de manière continue sur la question des dépenses d'infrastructure, pour promouvoir à la fois des pratiques de financement internationales rigoureuses et un développement durable. L'adoption de règles au niveau international et la mise en place d'institutions robustes et de règles de gouvernance exigeantes pour promouvoir des dépenses d'infrastructure de qualité permettront de générer des retombées économiques plus importantes et de gagner en efficience. Cela favorisera également la comptabilisation exhaustive des engagements hors bilan dans le secteur public, ce qui permettra à son tour d'atténuer le risque de surendettement, encourageant ainsi la participation du secteur privé au financement des projets d'infrastructure. C'est la raison pour laquelle le G20 travaille actuellement à la définition de principes d'investissement dans des infrastructures de qualité, dans le but d'identifier des principes généraux permettant de mieux répondre aux besoins de financement des infrastructures et de renforcer la gouvernance. Il sera utile de faire le point sur les progrès accomplis dans l'élaboration de ces principes en amont de la réunion des ministres des finances et des gouverneurs de banque centrale du G20, qui se tiendra à Fukuoka les 8 et 9 juin 2019.

✓ **Améliorer la préparation des projets en soutenant les pays en développement dans leurs efforts de renforcement des capacités**

L'amélioration de la préparation des projets est essentielle pour veiller à ce que les investissements dans les infrastructures soient réalisés de manière rigoureuse et durable. Un renforcement des capacités est nécessaire pour permettre aux pays en développement de respecter les normes internationales en matière d'investissement dans des infrastructures de qualité, en évaluant les retombées économiques et l'impact des différents projets sur la viabilité de la dette publique, et en prêtant attention à leurs conséquences sociales et environnementales. Un renforcement des capacités est également nécessaire pour permettre aux pays en développement d'améliorer leurs règles de gouvernance, notamment celles relatives à la lutte contre la corruption et à la transparence de la dette publique, au moyen d'un recensement et d'une comptabilisation exhaustifs des engagements liés aux dépenses d'infrastructure. En particulier, la démarche multidimensionnelle mise en œuvre par le FMI et la Banque mondiale est essentielle pour aider les pays en développement à maîtriser leurs engagements contingents, tels que les partenariats public-privé. Elle les aide aussi à mieux appréhender les risques associés aux dettes garanties par l'État, stratégie parfois utilisée pour financer les dépenses d'infrastructure. Il pourra également être utile de renforcer les capacités dans le domaine de la préparation des projets. En 2018, le G20 a adopté des Principes pour la phase de préparation des projets d'infrastructure, qui établissent une liste de critères essentiels à prendre en considération, tels que la raison d'être du projet, l'estimation du coût des différentes options, la viabilité commerciale du projet, sa viabilité financière à long terme et sa faisabilité. La session permettra de réfléchir aux moyens de favoriser la mise en œuvre de ces critères par les banques multilatérales de développement et les pays en développement.

En complément de cette assistance technique, la communauté financière internationale plaide en faveur d'une meilleure coordination entre toutes les parties prenantes pour renforcer les capacités nationales et obtenir le maximum d'avancées concrètes sur le terrain.

En 2019, le G20 a l'intention de mettre en œuvre les recommandations du Groupe de personnalités éminentes sur la gouvernance financière mondiale, dont l'une des propositions consiste à mettre en place des plateformes nationales ou régionales de coordination des partenaires du développement. Ces plateformes pourraient être utiles pour aider les pays à établir des priorités entre les différents projets ou programmes d'investissement public et à assurer une bonne préparation des projets. Afin de poursuivre sur cette lancée, il nous faut à présent renforcer la coordination entre les acteurs du développement, en nous appuyant sur les objectifs du G20 et sur les outils actuellement à la disposition des banques multilatérales de développement.

Session de travail #3 – Préserver la soutenabilité de la dette dans des conditions financières moins favorables

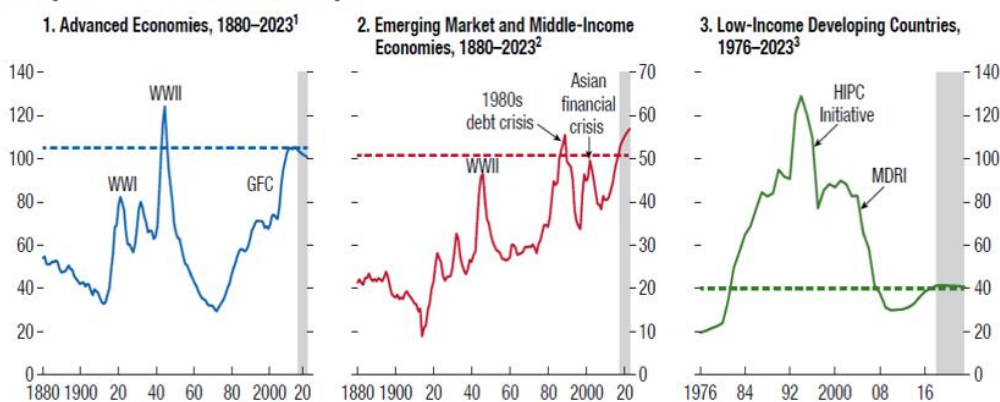
1. Que nous disent les statistiques ?

La dette a atteint des niveaux historiques dans le monde entier, que ce soit dans les pays avancés, dans les pays émergents ou dans les pays en développement. La politique de bas taux d'intérêt et les programmes d'achat d'actifs des pays avancés après la crise financière mondiale ont permis de soutenir le crédit bon marché. La dette publique a augmenté pour atteindre 105 % du PIB en moyenne dans les pays avancés et près de 50 % du PIB dans les pays émergents et à revenu intermédiaire. Dans les pays en développement à faible revenu, la dette publique était supérieure à 40 % du PIB en 2017 en moyenne (voir graphique 1). La dette privée a elle aussi atteint des niveaux historiquement élevés, ce qui pourrait avoir des conséquences pour les finances publiques si le secteur public était contraint de voler au secours d'acteurs privés.

Graphique 1

Figure 1.1. General Government Debt
 (Percent of GDP)

Average debt-to-GDP ratios are at historic highs.

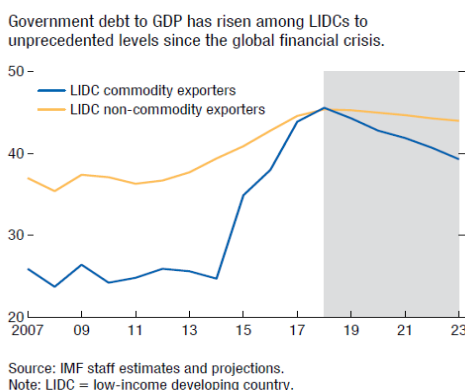


Source: FMI, *Moniteur des finances publiques, Rapport sur la stabilité financière dans le monde*, avril 2019

Dans les pays émergents et en développement dont l'économie est peu diversifiée, l'accumulation de dette s'explique notamment par une baisse des prix des matières premières et par une capacité limitée à absorber des chocs externes. La nette baisse du prix des matières premières, en particulier du pétrole, à la fin 2014, a conduit à une très forte contraction des recettes fiscales, au creusement des déficits budgétaires et à une augmentation des ratios d'endettement (voir graphique 2).

Graphique 2

Figure 1.20. Low-Income Developing Countries: General Government Debt, 2007–23
 (Percent of GDP)

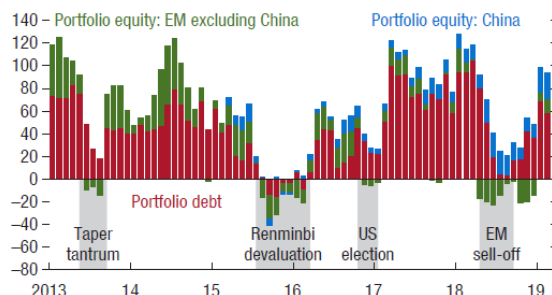


Source : FMI, *Moniteur des finances publiques*, avril 2018

Le refinancement de la dette publique dans les années à venir pourrait être particulièrement difficile dans certains pays, dans un contexte de normalisation progressive de la politique monétaire dans les pays avancés. Si le dynamisme des entrées de capitaux étrangers a pu avoir un impact positif sur les conditions de financement au cours de la période récente (voir graphique 3), des sorties de capitaux étrangers pourraient peser sur la capacité de certains pays à faire face à leurs besoins de financement externe, en particulier ceux dont les capacités d'absorption de chocs extérieurs sont faibles ou dont les investissements sont peu productifs.

Graphique 3

1. Nonresident Portfolio Flows to EMs
 (Billions of US dollars, three-month rolling sum)



Note du graphique 3 : le ralentissement de la croissance mondiale a conduit les principales banques centrales à surseoir à des augmentations de taux d'intérêt, ce qui a donné un répit aux marchés émergents en permettant des entrées supplémentaires de capitaux étrangers, le plus souvent sous forme d'investissements de portefeuille. Toutefois, le resserrement des conditions financières, qui arrivera à un moment dans le futur, jouera en sens inverse.

Source: FMI, *Rapport sur la stabilité financière dans le monde*, avril 2019

2. Quelle voie suivre à présent ?

☑ Aider les pays à développer leurs marchés financiers nationaux

Le développement de marchés financiers nationaux actifs, résilients et ouverts à tous peut aider les pays émergents et en développement à mieux absorber les flux de capitaux et donc à réduire les risques associés à la volatilité des flux de capitaux pour la stabilité financière et la soutenabilité de la dette. Les institutions internationales et les enceintes multilatérales ont déjà fait des efforts importants dans ce domaine, particulièrement en matière de développement de marchés obligataires en devise nationale, la Banque mondiale et le FMI informant régulièrement le G20 des progrès accomplis. Le G20 devrait à nouveau débattre de cette question en 2019, sur la base du rapport publié en 2018 par le Groupe de personnalités éminentes sur la gouvernance financière mondiale, qui formule des propositions en la matière. Cette session sera l'occasion d'échanger sur les prochaines étapes possibles.

☑ Soutenir les efforts visant à aider les pays à bénéficier des flux de capitaux tout en préservant la stabilité financière

Les économies émergentes et en développement sont régulièrement confrontées à des épisodes de forte volatilité des flux de capitaux qui peuvent accroître le coût du crédit et par là même menacer la soutenabilité de la dette. Si, traditionnellement, la position des institutions internationales (FMI et OCDE) a été de soutenir la libéralisation des flux de capitaux, des travaux importants postérieurs à la crise financière mondiale ont porté une attention renforcée aux effets négatifs de la volatilité des flux de capitaux sur la stabilité financière. La vision institutionnelle du FMI sur les flux de capitaux, adoptée en 2012, illustre sa volonté d'actualiser les conseils qu'il donne aux pays pour les aider à tirer profit des flux de capitaux tout en maintenant les risques associés sous contrôle.

Plusieurs initiatives visant à garantir la compatibilité de l'ouverture aux flux de capitaux avec l'objectif de stabilité financière ont récemment été présentées.

D'une part, le code de libéralisation des mouvements de capitaux de l'OCDE a commencé à être revu en 2016 pour s'assurer qu'il reste en phase avec un système économique et financier mondial toujours plus interconnecté. Une attention particulière a été accordée au traitement des mesures de gestion des flux de capitaux qui sont utilisées comme des mesures macroprudentielles. La session sera l'occasion de débattre des progrès réalisés dans ce domaine avant l'adoption d'un code révisé prévue fin mai 2019.

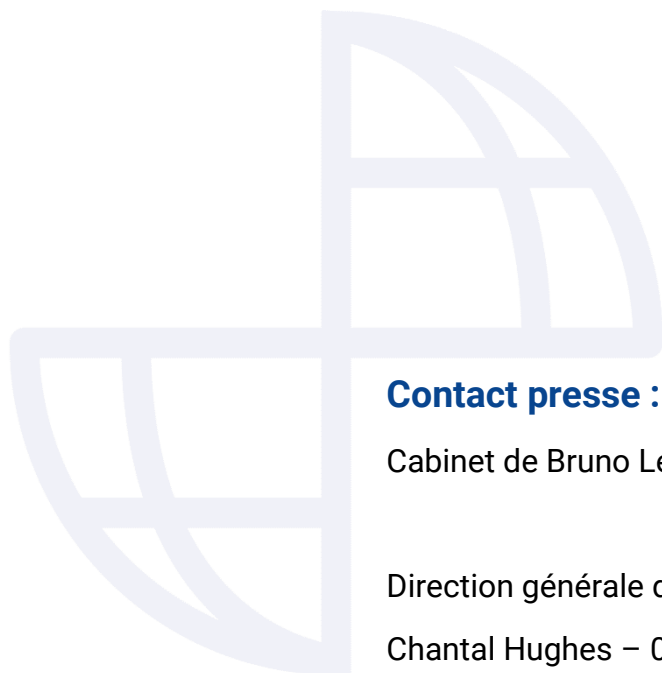
D'autre part, le FMI élabore actuellement un cadre d'action intégré pour mieux prendre en compte l'interaction des politiques monétaires, de change, macroprudentielles, de gestion des flux de capitaux et d'autres politiques. Ce cadre d'action intégré pourrait jouer un rôle essentiel dans la réduction des effets de contagion des politiques monétaires des pays avancés et il pourrait servir à actualiser les conseils de politique économique donnés aux pays destinataires de flux de capitaux dans la gestion des risques qui leur sont associés.

☑ Renforcer la surveillance et identifier les risques de contagion pour prévenir les crises ou y réagir rapidement

Les décideurs politiques responsables de l'identification et du suivi des risques systémiques et des mesures à prendre pour les réduire, ainsi que du renforcement du système financier mondial, ont besoin de données cohérentes, homogènes et complètes, à l'échelon national et international, pour s'assurer qu'ils sauront déceler l'accumulation de risques et y faire face en temps opportun. Une meilleure qualité et une disponibilité accrue des données relatives à l'endettement sont également indispensables à l'élaboration de politiques permettant de garantir la soutenabilité de la dette, à l'échelon national comme international. Aujourd'hui, les données relatives à la dette extérieure du secteur public de nombreux pays émergents et en développement restent incomplètes et les cadres et mécanismes pour leur enregistrement, leur communication et leur suivi sont généralement insuffisants.

L'initiative sur les lacunes en matière de données (*Data Gaps Initiative*), qui comprend 20 recommandations adoptées en 2009 par les ministres des finances et les gouverneurs de banque centrale du G20, compte parmi les efforts que la communauté internationale déploie pour combler les lacunes mises en évidence par la crise financière mondiale. Elle a pour but d'améliorer la surveillance et l'analyse des politiques et est pilotée par le Conseil de stabilité financière (Financial Stability Board) et le FMI. Des progrès considérables ont été réalisés l'an dernier, deuxième année de la phase 2 de l'initiative (DGI-2), notamment en termes de surveillance du système bancaire parallèle, de communication d'informations sur les établissements financiers d'importance systémique et d'amélioration de la couverture, des délais de diffusion et de la périodicité des comptes sectoriels.

Toutefois, de nombreux problèmes doivent encore être résolus, un soutien politique de haut niveau étant essentiel pour y parvenir. Cette session sera l'occasion d'échanger sur ces défis.



Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire : 01 53 18 41 13

Direction générale du Trésor :

Chantal Hughes – 01 44 87 73 22

Forum de Paris

May 7th 2019

PARIS FORUM

Sustainable debt for sustainable growth

PRESS KIT

French Ministry for the
Economy and Finance

Conference Center
Pierre Mendès France

#ParisForum

"We are working together to enhance debt transparency and sustainable financing practices by both debtors and creditors, public and private; and strengthen creditor coordination in debt restructuring situations, drawing on existing fora."

Communiqué of the Thirty-Ninth
Meeting of the IMFC, April 2019

Presentation of the Paris Forum High Level Conference

p.3

Conference Program

p.5

Participants to the Paris Forum High Level Conference

p.7

Breakout Session #1 – Addressing debt vulnerabilities in LIDCs

p.10

Breakout Session #2 – Financing infrastructure in a fair and sustainable way

p.14

Breakout Session #3 – Ensuring debt sustainability in challenging financial conditions

p.17

Presentation of the Paris Forum High Level Conference

1. Presentation of the Conference

Rising debt vulnerabilities worldwide, and notably in developing countries, is a growing source of concern for the international community. Many developing countries have huge financing needs, especially for their infrastructure projects. A real challenge is to ensure that this financing is done in good conditions. This means, on the one hand, financing that fosters development and growth while not leading to excessive public debt; and on the other hand, rules of the game that are fair, so that all companies that want to invest have an equal chance to do so, and so that investments lead to growth. The stakes are high: we are talking about meeting the Sustainable Development Goals by 2030, and the related investments are worth hundreds of billions of euros.

Today, too often, these good conditions do not prevail. That is why the Paris Forum is organizing on May 7th, 2019, with the support of the Japanese G20 Presidency, a high level conference on how to ensure sound and sustainable financing for development.

The conference will be a unique opportunity for participants to build a common understanding on debt vulnerabilities and deliver recommendations to such sound and sustainable financing of development. The conference will gather around 60 international decision-makers who will discuss the best ways to meet the financing needs of these countries and how to reach sustainable development goals, while keeping debt on a sustainable path and ensuring a level playing field for all actors.

Outcomes from this high level conference will feed into the G20 Finance Ministers and Central Bank Governors' meeting, to be held in Fukuoka on 8-9th June 2019, as well as the joint IMF-World Bank agenda on debt vulnerabilities.

2. Presentation of the Paris Forum and the Paris Club

The **Paris Forum** is an informal body gathering sovereign lenders and borrowers willing to discuss challenges related to sovereign debt issues. It is an essential complement to the Paris Club and it aims to build a common understanding of risks and identify courses of action to better prevent sovereign debt crises. The role of the Paris Forum was recognized by the United Nations in the Addis Ababa Action Agenda in 2015.

Main past Paris Forum Events

- **October 2018:** Workshop on costs and benefits of collateralized sovereign debt, Indonesia
- **June 2018:** Addressing debt vulnerabilities by improving transparency, Paris Forum Annual Conference
- **April 2018:** Regional Conference on financial resilience and debt management, Saint Kitts and Nevis
- **December 2017:** Regional Conference on sustainable financing and debt management, Namibia
- **November 2017:** New trends in sovereign debt, Paris Forum Annual Conference, France

The **Paris Club** is an informal group of twenty two¹ official creditors, whose role is to find coordinated and sustainable solutions to payment difficulties of borrowing countries. It plays a pivotal role in the international financial system with a unique experience and track record of 433 successful negotiations with 90 countries, with more than 583 billion USD of debt treated since 1956.

The Paris Club enlarged its membership in 2014 to Israel and in 2016 to Brazil and South Korea. Over the last years, it has deepened its working relationships with China and South Africa and has started recently working with India.

Beyond its twenty two members, the Paris Club has been a coordination platform for official creditors willing to engage in a coordinated approach, in close cooperation with the IMF and the World Bank. To date, 35% of the Paris Club agreements have been concluded with official creditors which were not part of the group at the time of the restructuring.

G20 Leaders have twice recognized the Paris Club as “the principal international forum for restructuring official bilateral debt” and expressed their support to the “continued efforts of the Paris Club towards the broader inclusion of emerging creditors”².

Find out more on www.clubdeparis.org

¹ The permanent members of the Paris Club are: Australia, Austria, Belgium, Brazil, Canada, Denmark, Finland, France, Germany, Ireland, Italy, Israel, Japan, South Korea, the Netherlands, Norway, Russian Federation, Spain, Sweden, Switzerland, the United Kingdom and the United States of America.

² G20 Leaders communiqués, September 2016 and December 2018.

Conference Program

The morning plenary session (08:30 – 09:45) and the afternoon plenary session (02:15 – 04:15) will be “on the record” and livestreamed in English at the following address: <http://bit.ly/parisforum2019>

Other parts of the day will not be accessible to the press.

8:30 - 8:40 AM **Opening remarks by Bruno Le Maire, Minister of Economy and Finance, France**

8:40 - 8:50 AM **Introductory remarks by Taro Aso, Deputy Prime Minister and Minister of Finance, Japan**

8:50 - 9:05 AM **Keynote address by Christine Lagarde, Managing Director, IMF**

9:05 - 9:15 AM **Family photo**

9:15 - 9:45 AM **Panel discussion– Sound financing for development**
Panelists will include Ministers of Finance, a senior representative from the private sector and Angel Gurría, Secretary General of the OECD. The panel will be moderated by the Paris bureau chief of the Financial Times.

9:45 - 10:15 AM **Coffee break**

10:15 - 12:15 PM **Parallel breakout sessions**
After the panel discussion, the participants will be divided into three breakout sessions. Closed to the press, the format of this session will allow participants to have open and detailed discussions on the various issues. Each session will be assigned a Chair and a Rapporteur who will report back on the discussion during the final afternoon plenary session. After short interventions by 3 or 4 lead speakers, the floor will be open to all participants for an interactive discussion.

- **Addressing debt vulnerabilities in LIDCs**
- **Financing infrastructure in a fair and sustainable way**
- **Ensuring debt sustainability in challenging financial conditions**

12:45 - 2:15 PM	Lunch – Keynote address by David Malpass, President, World Bank <i>(closed to the press)</i>
2:15 - 4:00 PM	Plenary session <i>Rapporteurs will present key outputs from the morning breakout sessions.</i> <i>Lead speakers will also have an opportunity to speak briefly before a general discussion open to all and moderated by Minister Le Maire.</i>
4:00 - 4:15 PM	Closing remarks by Bruno Le Maire, Minister of Economy and Finance, France

Participants to the Paris Forum High Level Conference

The Paris Forum High Level Conference will gather 45 countries, of which 32 represented by their Minister or Central Bank Governor, as well as International Organizations, and Senior Representatives from the private sector, academia, and NGOs.

Confirmed participants on April 30th, 2019

- International Organizations -

ADB	Ayumi Konishi, Special Senior advisor to the President
AfDB	Charles Boamah, Senior Vice-President
BIS	Luiz Pereira Da Silva, Deputy General Manager
IMF	Christine Lagarde, Managing Director
	Lesetja Kganyago, President, IMFC
OECD	Angel Gurría, Secretary-General
UNCTAD	Mukhisa Kituyi, Secretary-General
WBG	David Malpass, President

- Countries -

Angola	Vera Esperança dos Santos Daves, Secretary of State for Finance and Treasury
Argentina	Laura Jaitman, G20 Finance Deputy, Ministry of Treasury
Australia	Lisa Elliston, Head of the International Policy and Engagement Division, Treasury
Austria	Harald Waiglein, Director General, Economic Policy, Financial markets and Customs Duties, Ministry of Finance
Benin	Romuald Wadagni, Minister of Economy and Finance
Brazil	Carlos Pio, Executive secretary, Board of International Trade and Investments, Ministry of the Economy
Burkina Faso	Lassané Kaboré, Minister of Economy, Finance and Development
Cambodia	Pornmoniroth Aun, Deputy Prime Minister and Minister of Economy and Finance
Cameroon	Louis-Paul Motaze, Minister of Finance

Canada	Bill Morneau, Minister of Finance
China	Jiayi Zou, Vice-Minister of Finance Yulu Chen, Vice-Governor of People's Bank of China
Côte d'Ivoire	Adama Koné, Minister of Economy and Finance
Denmark	Carsten Staur, Ambassador, Permanent Representative to the OECD
Ethiopia	Ahmed Shide, Minister of Finance and Economic Cooperation
Council of the EU	Eugen Orlando Teodorovici, Presidency
European Com.	Elena Flores, Director International economic and financial relations, global governance, DG ECFIN
Finland	Tuomas Saareheimo, Permanent Under-Secretary, Ministry of Finance
France	Bruno Le Maire, Minister of Economy and Finance François Villeroy de Galhau, Governor, Banque de France
Gabon	Jean-Marie Ogandaga, Minister of Economy, Planning and Development Programming
Germany	Olaf Scholz, Minister of Finance
India	C.S. Mohapatra, Additional Secretary, Department of Economic Affairs
Indonesia	Perry Warjiyo, Governor, Bank Indonesia
Ireland	Des O'Leary, Principal, Department of Finance
Italy	Giovanni Tria, Minister of Economy and Finance
Japan	Taro Aso, Deputy Prime Minister and Minister of Finance
Kuwait	Nayef Falah Al-Hajraf, Minister of Finance
Mali	Boubou Cissé, Minister of Economy and Finance
Morocco	Zouhair Chorfi, Secretary General of the Ministry of Economy and Finance
Norway	Siv Jensen, Minister of Finance
Philippines	Maria Edita Tan, Assistant Secretary of the International Finance Group
Republic of Congo	Calixte Nganongo, Minister of Finance and Budget
Republic of Korea	Hyoung Ryoul Lee, Director, Ministry of Economy and Finance
Russia	Pasha Sadykhov, Referent of the Department of Public Debt, Ministry of Finance
Senegal	Abdoulaye Daouda Diallo, Minister of Finance and Budget
Saudi Arabia	Mohammed Al-Jadaan, Minister of Finance
South Africa	Lesetja Kganyago, Governor, South African Reserve Bank
Spain	Ana de la Cueva, State Secretary for Economic Affairs and Support for Business
Sri Lanka	D.L. Nihal, Deputy Superintendent of Public Debt, Central Bank
Sweden	Magdalena Andersson, Minister of Finance
Switzerland	Regula Hofer, Senior Advisor, State Secretariat for Economic Affairs
The Netherlands	Menno Snel, State Secretary for Finance
Ukraine	Oksana Markarova, Minister of Finance
United Arab Emirates	Obaid Humaid Al Tayer, Minister of State for Financial Affairs
United Kingdom	Philip Hammond, Chancellor of the Exchequer
United States	Justin Muzinich, Deputy Secretary of the Treasury
Zimbabwe	Mthuli Ncube, Minister of Finance and Economic Development

- Academics -

Ahmed Masood	President, Center for Global Development
Collier Paul	Professor, University of Oxford
Gelper Anna	Professor, Georgetown University
Vallée Shahin	Economist, LSE, European Institute
Wyplosz Charles	Honorary Professor, Graduate Institute Geneva

- Private sector -

BNP Paribas	Jean Lemierre, Chairman of the Board of Directors
BlackRock	George Osborne, Senior Advisor
Crédit Suisse	Tidjane Thiam, Chief Executive Officer
HSBC	James Emmett, Chief Executive Officer Europe
UBS Group AG	Axel Weber, Chairman of the Board of Directors

- Non Governmental Organizations -

Eurodad	Bodo Ellmers, Head of Policy
Jubilee Debt UK	Tim Jones, Head of Policy
ONE	Tim Cole, Executive Director, Europe
Oxfam	Cecile Duflot, Executive Director, France

Acronyms

ADB:	Asian Development Bank
AfDB:	African Development Bank
BIS:	Bank for International Settlements
IMF:	International Monetary Fund
IMFC:	International Monetary Fund and Financial Committee
OECD:	Organisation for Economic Co-operation and Development
UNCTAD:	United Nations Conference on Trade and Development
WBG:	World Bank Group

Breakout Session #1 – Addressing debt vulnerabilities in LIDCs

1. What do the statistics tell us?

Debt vulnerabilities have significantly risen in Low Income Developing Countries (LIDCs). This trend is particularly worrying in countries which benefited in the early 2000s from the Highly Indebted Poor Countries (HIPC) and Multilateral Debt Relief initiatives and whose debt has risen from 30 % in 2012 to almost 50 % of GDP in 2017 (see Figure 1). In particular, in post HIPC countries which are currently in debt difficulties, average public debt levels have risen from 45 % of GDP in 2007 to 72 % in 2016. Debt build-up can be explained in part by the financing of projects to meet the 2030 Sustainable Development Goals (SDG), as well as low resilience to exogenous shocks, such as lower commodity prices. As a result, the share of LIDCs at high risk or in debt distress has risen from 21 % in 2013 to around 40 % in 2017 according to the IMF-World Bank (see Figure 2).

Figure 1

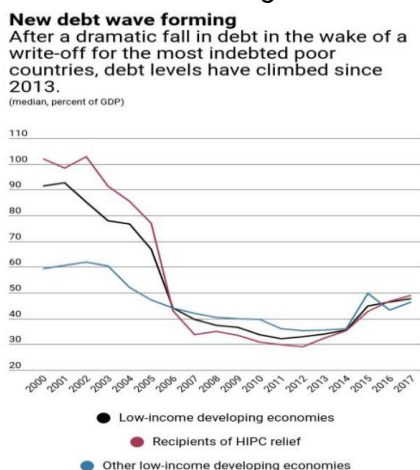
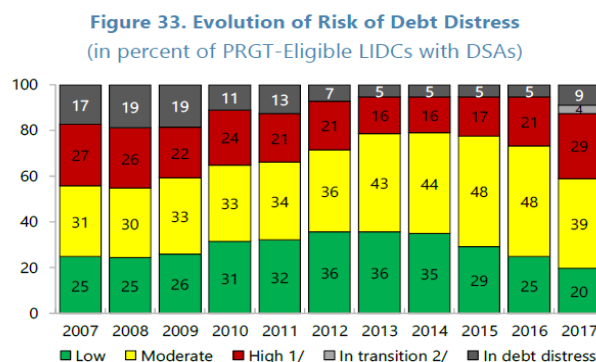


Figure 2



Source: LIC DSA database.

1/ Ethiopia was assessed as high risk in its latest DSA, which was approved in Jan., 2018.

2/ In transition countries are not yet formally rated in the DSA, but moving towards distress.

Note Figure 1 and 2: LIDCs are experiencing debt difficulties despite substantial debt relief. According to the IMF-World Bank, "to date, debt reduction packages under the HIPC Initiative have been approved for 36 countries, 30 of them in Africa, providing \$76 billion in debt-service relief over time."; Note Figure 2: DSA – Debt Sustainability Analysis; PRGT – Poverty Reduction and Growth Trust.

Sources: IMF Blog, Managing Debt Vulnerabilities in Low-Income and Developing Countries, March 2018; IMF-World Bank, Macroeconomic Developments and Prospects in LIDCs, March 2018

One of the key features which helps explain this trend is a substantial change in public debt structure. There has been a shift from concessional³ to non-concessional borrowing in countries which have benefited from the Highly Indebted Poor Countries and Multilateral Debt Relief initiatives and are currently experiencing debt difficulties. The share of public external debt held by commercial creditors has risen from 5 % of GDP in 2007 to 15 % in 2016, raising concerns about refinancing challenges and bond servicing needs in the years to come (see Figure 3). Furthermore, in post HIPC countries in debt difficulties, the share of public external debt held by non-Paris Club⁴ sovereign creditors rose from 9 % of GDP in 2007 to 19 % in 2016 according to the IMF-World Bank (see Figure 4). Financial arrangements have also become more complex, especially with the rise of collateralized sovereign debt⁵, which could complicate debt restructuring.

Figure 3

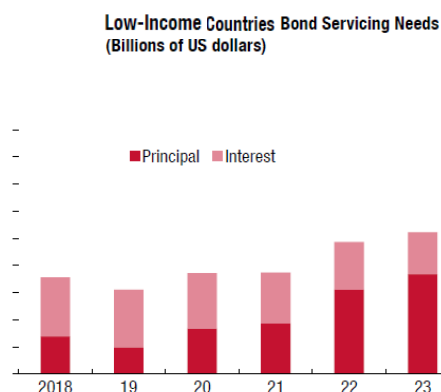
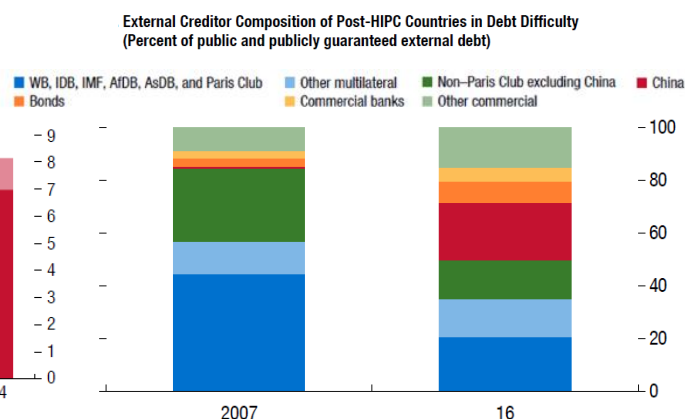


Figure 4



Note Figure 3: Countries which issued debt over the last decade will face significant rollover needs in years to come, raising refinancing challenges in the context of gradual tightening of global financial conditions. Sources: IMF, Global Financial Stability Report, April 2018 & October 2017; World Bank

³ These are loans that are given on terms substantially more generous than market loans. The concessionality is achieved either through interest rates below those available on the market or by grace periods, or a combination of these. Concessional loans typically have long grace periods.

⁴ The permanent members of the Paris Club are: Australia, Austria, Belgium, Brazil, Canada, Denmark, Finland, France, Germany, Ireland, Italy, Israel, Japan, South Korea, the Netherlands, Norway, Russian Federation, Spain, Sweden, Switzerland, the United Kingdom and the United States of America.

⁵ Bonds and loans backed by an existing asset or future income stream owned by the sovereign. Collateral enables debtors to raise new money, even in the context of tight financial conditions, while raising challenges in terms of debt sustainability, transparency, and creditors' coordination.

2. What should now be the way forward?

✓ Help LIDCs to improve debt transparency and public financial management

As shown by recent cases of undisclosed debt⁶, the lack of transparency can impede long-term development. Providing technical assistance to improve debt transparency and public financial management is instrumental. In some countries, debt difficulties have been triggered by an unfavorable debt surprise, mostly off-balance sheet liabilities. Once those undisclosed commitments are brought to the attention of the international financial community, this has negative consequences on trust and a big impact on foreign capital inflows which dry up. Supporting reforms and capacity building is paramount to help developing countries enhancing debt transparency.

In June 2018, the IMF and World Bank (WB) presented to their respective Boards and to the G20 a multipronged approach to address debt vulnerabilities. This approach intends to improve debt analytics and monitoring, enhance debt transparency and management through, *inter alia*, scaled-up technical assistance to support recording, monitoring and reporting of statistics. In particular, capacity building will allow domestic authorities to get a comprehensive picture of financial liabilities, especially when it comes to collateralized sovereign debt. Participants will discuss progress made in the implementation of the IMF-WB multipronged approach. They will also exchange views on collateralized sovereign debt, a key issue to promote transparency and assess debt sustainability.

✓ Implement sound, transparent, and sustainable financing practices

Creditors, both official and private, have a major role to play in implementing transparent and sustainable financing practices. Such practices should prevent debtor countries from over-borrowing, while creating a level playing field for lenders and investors. Building on the work done by the Paris Forum and the G20 International Financial Architecture working group, the G20 adopted in 2017 the Operational Guidelines for Sustainable Financing⁷ to ensure that debt financing is adequate, transparent and consistent, while strengthening coordination and promoting financial resilience. Swift implementation of those guidelines is critical to allow a sustainable financing of development. The G20 launched in early 2019 a self-assessment exercise that will help identify the best financing practices. Beyond official creditors, the private sector launched in 2018 an initiative to adopt a set of voluntary principles for debt transparency. The adoption and the implementation of such principles by private investors will be equally important. Participants will discuss the implementation of the G20 operational guidelines, as well as the ongoing initiative launched by the private sector.

⁶ Undisclosed debt refers to financial commitments that are not reported in public accounts, and not disclosed to the International Financial Institutions.

⁷ G20 Operational Guidelines for Sustainable Financing, March 2017

https://www.bundesfinanzministerium.de/Web/DE/Themen/Internationales_Finanzmarkt/G7-G20/G7-G20.html?__blob=publicationFile&v=2

✓ **Improve creditors' coordination**

Given the complexity of the new debt landscape, improving creditors' coordination is important to reach orderly and timely debt restructuring. Broadening the Paris Club membership will strengthen the international financial architecture and facilitate debt resolution should a crisis happen. The Paris Club enlarged its membership in 2014 to Israel and in 2016 to Brazil and South Korea, and has deepened its working relationship with China and South Africa. India recently decided to also launch a working relationship with the Paris Club. On the private sector side, creditors' coordination should be strengthened through the inclusion in every single bond issuance of enhanced collective action clauses and modified *pari passu* clauses, as recommended by the IMF since 2014. Such clauses provide sovereign borrowers with protection against holdout creditors refusing to participate in restructuring negotiations. Participants will deliver recommendations on how to strengthen creditors' coordination, both official and private.

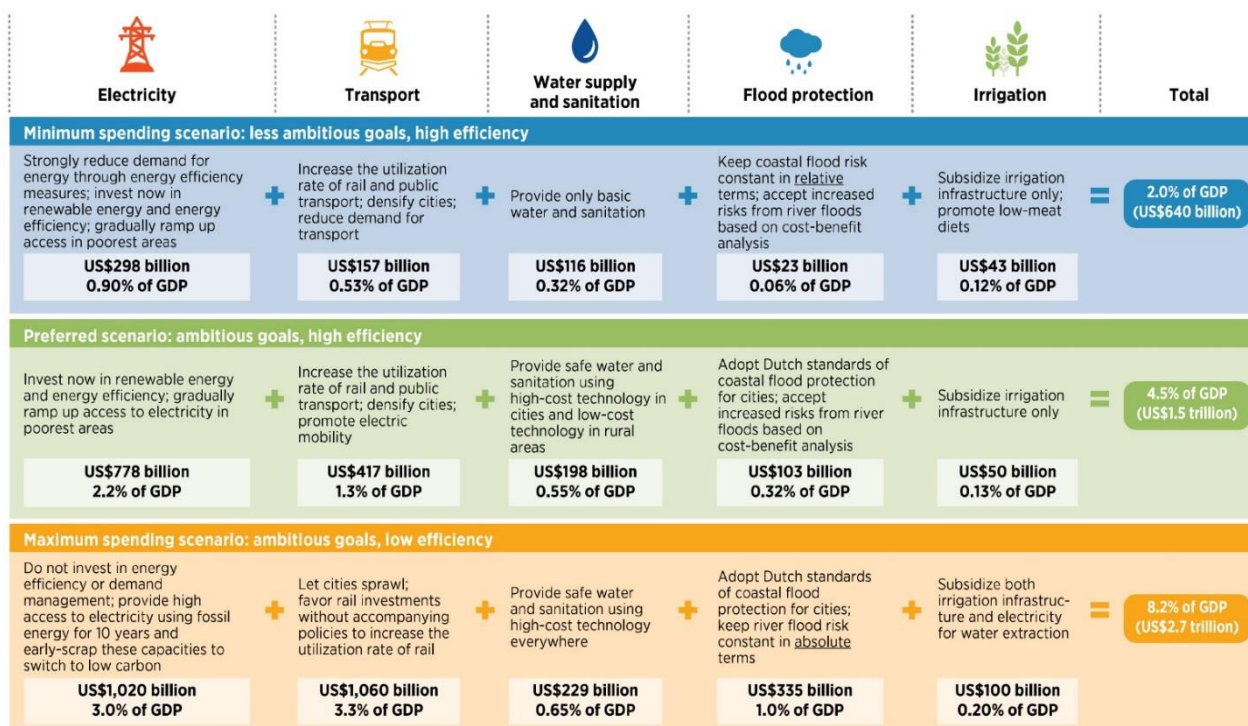
Breakout Session #2 – Financing infrastructure in a fair and sustainable way

1. What do the statistics tell us?

Closing the financing gap related to infrastructure investment is a major challenge to meet the Sustainable Development Goals (SDG). According to the World Bank, “funding needs could range anywhere from 2 percent to 8 percent of GDP per year by 2030”, depending on “the service goals and policy choices of low- and middle-income countries” (see Figure 1). In particular, funding needs are significant in low-income developing countries: “delivering on the SDG agenda will require additional spending in 2030 of US\$0.5 trillion for low-income developing countries” according to the IMF.

Figure 1

FIGURE O.1 The cost for infrastructure investments ranges from 2 percent to 8 percent of GDP per year in low- and middle-income countries
Average annual cost to develop infrastructure for the preferred scenario and full range of results, by sector, 2015–30



Source: “Beyond the Gap: How Countries Can Afford the Infrastructure They Need while Protecting the Planet,” Sustainable Infrastructure Series, World Bank, 2019

However, debt build-up has not always been used to fund productive investments, hampering the capacity to achieve sustainable development goals. According to the IMF, between 2010 and 2014, less than one third of wider fiscal deficits in low income countries were due to higher public investment.

Moreover, the complexity of instruments used to fund investments can create off balance liabilities (public private partnerships, collateralized sovereign debt⁸, etc.) that can jeopardize debt sustainability if not well assessed. Opaque financing, while undermining long term development, can also encourage bribery and have detrimental consequences on debt sustainability. Moreover, infrastructure financing, which is mostly funded through financial commitments taken by parastatals benefiting from sovereign guarantees, weight on debt ratios when contingent liabilities materialize.

2. What should now be the way forward?

- ✓ **Adopt global and fair investment rules to improve the quality of infrastructure projects**

Fora such as the IMF, the WB, the G20 and the OECD have defined or strived to define norms and standards for international financing practices. Common rules are necessary to prevent a “race to the bottom” among development partners, and to support sound and sustainable development through quality infrastructure investment. Common rules are also key to ensure convergence towards high standards on, *inter alia*, debt sustainability, environmental, social and governance standards, coherent pricing policies, transparency and anti-corruption policies. Moreover, setting an inclusive set of guidelines on trade finance⁹ would develop a level playing field among international investors, which would be beneficial to developing countries by upgrading the quality of the investments and their consistency with environmental and social requirements. Such work is currently underway within the International Working Group on Export Credits.

As for the G20, members have consistently worked on the issue of infrastructure investment over the recent years, both to promote sound global financing practices and sustainable development. Setting global rules, developing robust institutions and high governance standards to promote quality infrastructure investment will lead to greater economic returns, and economic efficiencies. It will also improve the comprehensive reporting of off balance sheet liabilities in the public sector. In turn, this will help mitigate the risk of debt distress, thus encouraging private-sector participation in infrastructure project financing. This is why the G20 is currently working on the definition of principles on quality infrastructure investment, aiming to identify general principles to better meet infrastructure investment needs and strengthen governance. Reviewing progress made in the drafting of the principles for quality infrastructure investment will be helpful ahead of the G20 Finance Ministers and Central Bank Governors scheduled in Fukuoka on 8-9th June, 2019.

⁸ Bonds and loans backed by an existing asset or future income stream owned by the sovereign.

⁹ OECD, Recommendation of the Council on Sustainable Lending Practices and Officially Supported Export Creditors, June 2018

[http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=tad/ecg\(2018\)4&doclanguage=en](http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=tad/ecg(2018)4&doclanguage=en)

✓ **Enhance project preparation by supporting developing countries in capacity building**

Enhancing project preparation is instrumental to ensure infrastructure investment is undertaken in a sound and sustainable manner. Capacity building is needed to allow developing countries to comply with global standards on quality infrastructure investment, by assessing the economic return and the impact of individual projects on public debt sustainability, and paying attention to their social and environmental consequences. Capacity building is also required to allow developing countries to upgrade their governance standards, notably in terms of anti-corruption, and debt transparency, through a comprehensive recording and reporting of liabilities related to infrastructure investment. In particular, the IMF/WB multi-pronged approach is fundamental to help developing countries manage their contingent liabilities, such as public private partnerships. It also helps them get a better understanding of risks attached to collateralized sovereign debt, which is sometimes issued to fund infrastructure investment. Building capacity in project preparation will also be useful. In 2018, the G20 endorsed Principles for the Infrastructure Project Preparation Phase, setting a list of critical aspects to consider, such as project rationale, options appraisal, commercial viability, long-term affordability, and deliverability of projects. The break-out session will provide the opportunity to reflect on means to foster their implementation by Multilateral Development Banks (MDB) and developing countries.

As a complement to technical assistance, the international financial community calls for a better coordination among stakeholders to strengthen domestic capacities and maximize concrete progress on the ground. In 2019, the G20 aims to follow up on the recommendations of the Eminent Persons Group on global governance, with one of its proposal being to implement country or regional platforms for development partners' coordination. Such platforms could be useful to help countries prioritize public investment projects or programs, and ensure good project preparation. Building on those recent developments, we need to enhance coordination among development stakeholders, building on the G20 agenda and existing MDBs' tools.

Breakout Session #3 – Ensuring debt sustainability in challenging financial conditions

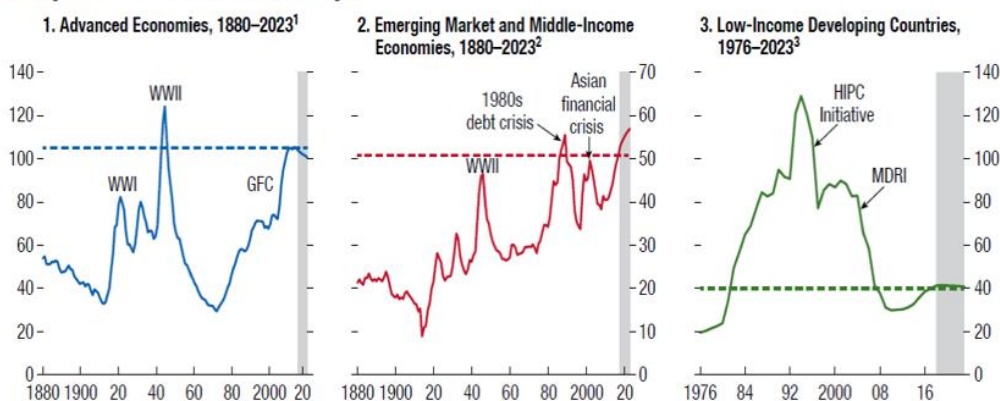
1. What do the statistics tell us?

Debt levels have reached historical highs worldwide, both in advanced, emerging and developing economies. In the aftermath of the global financial crisis, lower interest rates and asset purchase programs in advanced economies supported cheap credit. General government debt in advanced economies has risen to reach 105 % of GDP on average and almost 50 % of GDP in emerging market and middle-income economies. As for low-income developing countries, average public debt-to-GDP ratios exceeded 40 % in 2017 (see Figure 1). Beyond public debt, private debt has reached a historical high level, which could have consequences for public finances in case there is a need for bail-outs of private firms by the public sector.

Figure 1

Figure 1.1. General Government Debt
 (Percent of GDP)

Average debt-to-GDP ratios are at historic highs.

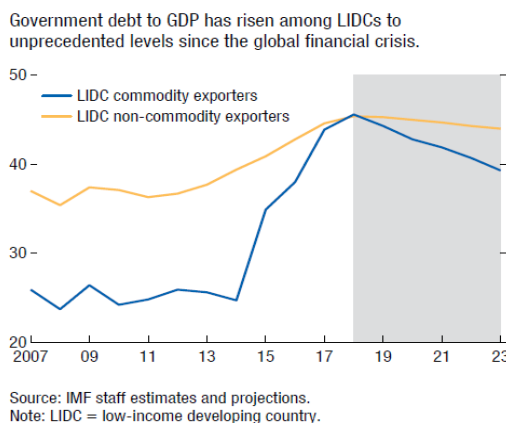


Source: IMF, Fiscal Monitor, April 2018

In emerging and developing countries with economies which are poorly diversified, debt build-up is notably explained by lower commodity prices and weak buffers to absorb external shocks. The sharp drop in commodity prices, notably oil, in late 2014 has led to a huge contraction in fiscal receipts, larger fiscal deficits and higher levels of debt to GDP (see Figure 2).

Figure 2

**Figure 1.20. Low-Income Developing Countries:
 General Government Debt, 2007–23**
 (Percent of GDP)

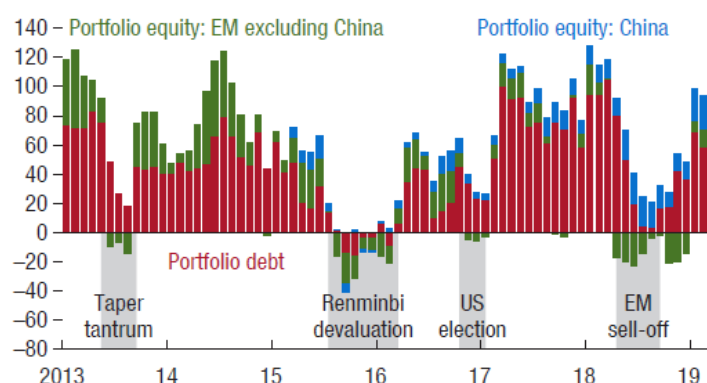


Source: IMF, *Fiscal Monitor*, April 2018

Refinancing public debt in years to come could be particularly challenging for some countries, against the backdrop of gradual monetary policy normalization in advanced economies. Although additional foreign capital inflows have had a positive impact on financing conditions over the recent period (see Figure 3), foreign capital outflows could weigh on the capacity to meet external financing requirements, particularly in countries with low external buffers and unproductive investments.

Figure 3

1. Nonresident Portfolio Flows to EMs
 (Billions of US dollars, three-month rolling sum)



Note Figure 3: The slowdown of global growth has led major central banks to put on hold interest rates increases. It has given emerging markets a break, through additional foreign capital inflows, mostly portfolio debt. However, the tightening of financial conditions, which will happen at some point in the future, will work in the opposite direction.

Source: *Global Financial Stability Report*, April 2019

2. What should now be the way forward?

✓ Help countries deepen domestic financial markets

Development of deep, resilient and inclusive domestic financial markets can help emerging and developing economies better absorb capital flows and therefore lessen risks associated with capital flow volatility in terms of financial stability and debt sustainability. International institutions and multilateral fora have already made significant efforts in this area, particularly on local currency bond markets development, with the WB and the IMF providing regular updates to the G20 on progress achieved. Further discussions are expected in the G20 this year, following the report issued in October 2018 by the Eminent Persons Group on Global Financial Governance, which contains proposals in this area. This session will provide an opportunity to exchange views on possible next steps.

✓ Strengthen efforts to help countries to benefit from capital flows while maintaining financial stability

Emerging and developing economies regularly suffer from episodes of high capital flow volatility, which can raise the cost of credit and therefore threaten debt sustainability. While international institutions' historical stance has been to support liberalization of capital flow movements (i.e. the IMF and OECD), important work since the Global Financial Crisis has given more consideration to the adverse impacts of capital flow volatility on financial stability. The IMF's Institutional View on capital flows, established in 2012, is illustrative of this willingness to update policy advice given to countries to help them harness the benefits of capital flows while managing the associated risks.

Several initiatives have recently been put forward to ensure the good articulation between openness to capital flows and financial stability.

On the one hand, a Review of the OECD Code of Liberalisation of Capital Movements has been initiated in 2016 to ensure its continued relevance against the increasingly interconnected global financial and economic system. A particular focus has been devoted to the treatment of capital flow management measures that are used as macro-prudential measures. The session will be an opportunity to discuss progress achieved in this area, a few weeks before the adoption of a revised Code, due end of May 2019.

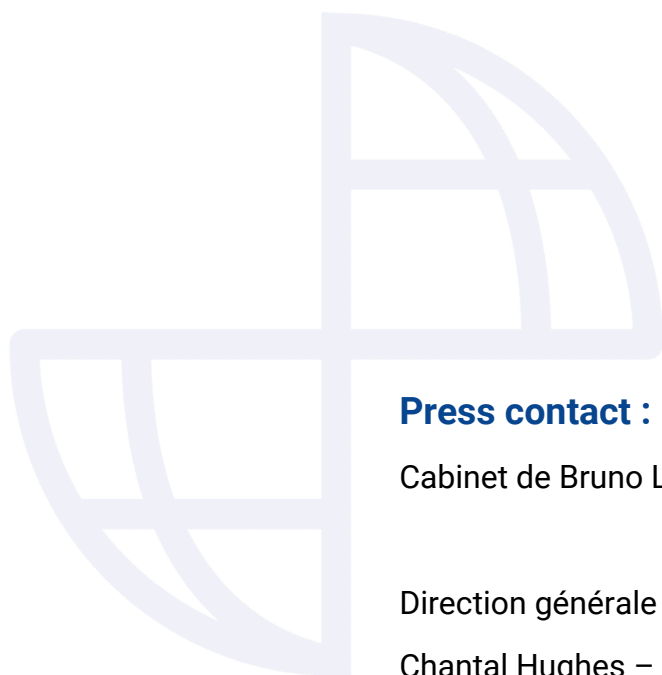
On the other hand, the IMF is developing an integrated policy framework to better consider the interaction between monetary policy, foreign exchange intervention, macro prudential policies, capital flow management measures, and other policies. Such an integrated framework could be instrumental to lessen adverse international spillovers from monetary policies of advanced economies, as well as update policy advice given to receiving countries in the management of risks associated with capital flows.

- ✓ **Enhance surveillance as well as risk and spill over identification to prevent and react swiftly in case of crises**

Policymakers with responsibility to identify, monitor and take action to reduce systemic risks and enhance the resilience of the global financial system need comprehensive, homogenous and consistent data, at both the national and international level to ensure that they can recognize and address the build-up of risks in a timely manner. Improved debt data availability and quality is also indispensable in the design of appropriate debt sustainability policies, whether at the national or international levels. At present, coverage of public sector external debt in many emerging and developing countries remains incomplete, and debt data recording, reporting and monitoring mechanisms and frameworks tend to be weak.

Current efforts by the international community to help improve and bridge information gaps revealed by the financial crisis include the Data Gaps Initiative, which consists of 20 recommendations endorsed in 2009 by the G20 finance ministers and central bank governors to address data gaps revealed by the global financial crisis. The initiative, aimed at supporting surveillance and enhanced policy analysis, led by the Financial Stability Board (FSB) and the International Monetary Fund (IMF). Last year was the second year of the Second Phase of the Data Gaps Initiative (DGI-2) where considerable progress was made. Areas of progress include, among others, shadow banking monitoring, reporting of data on Global Systemically Important Banks (G-SIBs), and improved coverage, timeliness, and periodicity of sectoral accounts.

However, challenges remain and high-level political support is crucial to overcome them. The session will be an opportunity to discuss such challenges.



Press contact :

Cabinet de Bruno Le Maire : 01 53 18 41 13

Direction générale du Trésor :

Chantal Hughes – 01 44 87 73 22